

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2014 (PLFSS) est débattu au parlement. Si ces débats apparaissent souvent lointains et techniques, ils déterminent néanmoins les conditions de travail et de rémunérations des professionnel-le-s ainsi que les fermetures de services et autres restructurations qui pénalisent les usager-ère-s.



PLFSS, Unité contre les mauvais coups !

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2014, PLFSS, s'inscrit dans la continuité des plans d'austérité.

Le gouvernement impose 2,4% d'évolution des Dépenses d'Assurance Maladie contre 2,7% en 2013, infligeant 2,4 milliards d'économies supplémentaires. Le simple maintien de l'existant aurait nécessité 4% d'augmentation!

Plan d'austérité, toutes et tous concerné-e-s!

Ces milliards d'économies se feront sur le dos des salarié-e-s du public et du privé avec des conséquences néfastes pour les soins et les prises en charge.

Pour les établissements de la santé, du médico-social, cela se traduira par :

- la poursuite des restructurations, la fermeture d'activités ou de services,
- la dénonciation des accords (RTT...),
- les attaques sur les statuts et conventions collectives, la suppression de postes...
- le blocage des salaires du public et du privé.

Pour la population, cette politique imposera de nouvelles fermetures d'établissements, de services de proximité, éloignant toujours plus la population des lieux d'accueil ou de soins.

Cette politique engendre déjà des risques graves pour la prise en charge de la population en créant des usines à soins, des concentrations médico-sociales inhumaines et des déserts médicaux.

Une partie toujours plus importante de la population renonce aux soins.

L'augmentation des frais à la charge des familles, les franchises, les forfaits et les dépassements d'honoraires, auxquels s'ajouteront les frais de transports,... deviendront insupportables.

Des cadeaux pour les patron-ne-s

L'austérité ne s'appliquera pas à tout le monde, par le biais de l'allègement de charges et d'exonération de cotisations, ce ne sont pas moins de 20 milliards que les patron-ne-s vont empocher!

Nous ne devons pas attendre la fin du débat parlementaire. Le 3 décembre commencera l'examen final (après amendements du Sénat) du PLFSS à l'Assemblée Nationale pour publication mi-décembre.

Nous devons agir dès maintenant!

Pour obtenir un financement hospitalier et médico-social à la hauteur des besoins de la population et des salarié-e-s.

Pour obtenir une Loi de Financement qui permette l'accès aux soins et aux prises en charge de proximité, la réouverture des services et établissements fermés (ou menacés)...

Pour obtenir une Loi de Financement qui prenne en compte les besoins en personnels, les conditions de travail et les revalorisations salariales des secteurs publics et privés bloquées depuis plusieurs années.

Nous mobiliser aujourd'hui c'est exiger d'avoir des moyens pour toutes et tous et non des saupoudrages concédés à la marge en fonction de futures résistances locales.

Informez, alertez, interpellez

Organisons partout des débats, des diffusions de tracts, des manifestations pour informer et mobiliser les salarié-e-s et la population.

Interpellons les élu-e-s sur leurs intentions de vote et leurs conséquences localement pour les populations.

**Préparons les conditions
d'une mobilisation nationale
début décembre.**